

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS235/1
G/L/456
G/SG/D18/1
17 juillet 2001
(01-3531)

Original: anglais

SLOVAQUIE – MESURE DE SAUVEGARDE À L'IMPORTATION DE SUCRE

Demande de consultations présentée par la Pologne

La communication ci-après, datée du 11 juillet 2001, adressée par la Mission permanente de la Pologne à la Mission permanente de la République slovaque et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

D'ordre des autorités de mon pays et conformément:

- à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord);
- à l'article XXIII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994); et
- à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes,

j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement polonais demande l'ouverture de consultations avec la Slovaquie au sujet des restrictions quantitatives imposées par celle-ci à l'égard des importations de sucre (position tarifaire n° 1701). L'imposition de la mesure en question a été notifiée au Comité des sauvegardes (notification distribuée sous la cote G/SG/N/10/SVK/1).

La Pologne considère que la mesure de sauvegarde susmentionnée a été imposée d'une manière incompatible avec les obligations de la Slovaquie au regard de l'Accord sur les sauvegardes. Il apparaît que les autorités slovaques ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions suivantes de l'Accord:

1. Paragraphe 1 de l'article 3

Au cours de l'enquête, il n'y a eu aucune audition publique ou autre moyen approprié permettant aux parties intéressées de présenter des éléments de preuve ou leurs vues. Les parties intéressées n'ont pas non plus eu la possibilité de répondre aux exposés et aux déclarations d'autres parties, aucune pièce de ce genre ne leur ayant été communiquée.

2. Paragraphe 2 b) de l'article 4

Aucune des pièces présentées, y compris les notifications adressées au Comité des sauvegardes au titre de l'article 12, ne contient d'analyse sur l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale ou

./.

sur des facteurs autres que les importations qui auraient pu causer le dommage (y compris les importations en provenance de la République tchèque qui a été exclue du champ de la mesure).

3. Paragraphe 2 a) de l'article 5

Selon les données officielles présentées par la Slovaquie dans ses notifications au titre de l'article 12, le niveau moyen des importations au cours de la période de référence de trois ans (1997-1999) était supérieur à 8 000 tonnes, alors que le niveau de la restriction quantitative a été établi à 3 900 tonnes.

4. Paragraphe 4 de l'article 7

Au cours de la deuxième année de son application, la mesure de sauvegarde n'aura pas été libéralisée. Compte tenu du fait que la première année de son application, la mesure n'aura été en vigueur que pendant sept mois et qu'il est prévu que le niveau du contingent pour l'ensemble de la deuxième année soit le même que pour les sept mois de la première année, la restriction est en fait renforcée et non libéralisée.

5. Paragraphe 1 b) de l'article 12

Aucune notification des constatations finales de l'enquête n'a été adressée avant que la mesure de sauvegarde ne soit mise en œuvre. Une notification a été adressée après que la mesure de sauvegarde était entrée en vigueur.

6. Paragraphe 1 c) de l'article 12

Aucune notification de la décision d'appliquer une mesure n'a été adressée avant que la mesure de sauvegarde ne soit mise en œuvre. Une notification a été adressée après que la mesure de sauvegarde était entrée en vigueur.

7. Paragraphe 3 de l'article 12

Aucune possibilité de consultation préalable n'a été ménagée aux pays ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit considéré avant que la mesure de sauvegarde ne soit appliquée. Par conséquent, il n'a pas non plus été ménagé de possibilités d'examiner les renseignements qui auraient dû être communiqués dans les notifications au titre du paragraphe 1 b) et 1 c) de l'article 12 (également parce que les notifications elles-mêmes n'ont pas été adressées à temps) et les négociations sur les concessions visées au paragraphe 1 de l'article 8 n'ont pas eu lieu.

La Pologne considère que l'enquête menée de la manière décrite plus haut ainsi que la mesure de sauvegarde imposée ont annulé ou compromis les avantages résultant directement ou indirectement pour elle de l'Accord visé.

Le gouvernement polonais espère que le gouvernement slovaque donnera suite rapidement à la présente demande et qu'une date et un lieu pourront être fixés d'un commun accord pour l'ouverture de consultations.

Il se réserve le droit de formuler d'autres allégations de fait ou de droit au cours des consultations.
